

Ce matin, le site leplus.nouvelobs.com publiait une tribune intitulée : "Mittal ne respecte pas la France : nous, députés, soutenons la fermeté de Montebourg". Je suis signataire de cette tribune, dont voici la teneur :

Mittal ne respecte pas notre pays

Aujourd'hui, Mittal ne respecte pas notre pays. Par des conditions de reprise intenable, il empêche le gouvernement de trouver des repreneurs sérieux et voue à l'échec les tentatives de sauvetage de Florange et de ses emplois.

En 2006, Mittal a mené une OPA hostile pour absorber Arcelor, fleuron européen de la sidérurgie. Depuis, il n'a respecté ni ses engagements, ni la France. Le site de Gandrange a été fermé en 2009. Le site de Florange n'a bénéficié d'aucun investissement pour accroître sa compétitivité. L'industriel indien complète lui-même le tableau : il se livre aujourd'hui à un chantage à l'emploi en impliquant les autres sites français de production.

Nous, députés de la Nation, considérons qu'il est temps d'arrêter de considérer comme la seule qui vaille la parole d'un dirigeant industriel dont les intérêts ne sont manifestement pas ceux de la France, de son tissu industriel, de ses emplois.

Pallier les défaillances de l'industriel indien

Nous, députés de la Nation, affirmons que l'État fait son devoir en envisageant de pallier aux défaillances de l'industriel indien. Il est temps de sortir de la chimère d'une économie sans usine, sans machine, comme si l'immatériel pouvait remplacer le travail de l'ouvrier, du contremaître, de l'ingénieur et son savoir-faire.

Nous, députés de la Nation, considérons que la sauvegarde des 2500 emplois d'un site rentable dans une région malheureusement touchée depuis longtemps par la crise doit être une priorité de l'action publique.

Nous soutenons la position d'Arnaud Montebourg

C'est pourquoi, nous soutenons la proposition de contrôle public temporaire du site dans les conditions qu'Arnaud Montebourg a déjà évoquées publiquement notamment avec l'accompagnement d'un partenaire industriel.

Pour parvenir au sauvetage du secteur automobile américain, Barack Obama s'est appuyé, en 2009, sur une intervention publique forte dans un pays où ce type d'intervention ne s'inscrit pas dans l'histoire industrielle. Sa réussite prouve que c'est par une action pragmatique et non pas idéologique que l'on peut intervenir dans l'économie de la mondialisation. Cela ne remet

pas en cause l'attractivité du pays et montre la détermination du gouvernement dans sa politique industrielle.

Le 22 janvier 2012, François Hollande déclarait dans son discours du Bourget : "Nous devons montrer nos armes." En effet.